

Une croissance plus modérée après l'incertitude de 2019

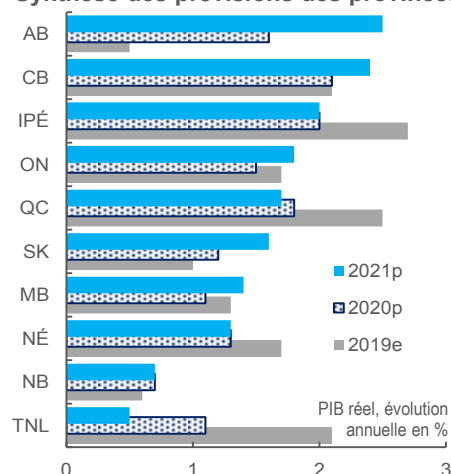
FAITS SAILLANTS

- Conformément à nos dernières prévisions actualisées, la Colombie-Britannique devrait être, cette année, la province qui connaîtra la croissance la plus forte; on s'attend toujours à ce que l'Alberta reprenne le flambeau en 2021 (graphique).
- En 2020-2021, nous entrevoyons une tendance générale sur la voie d'une croissance plus modérée : la croissance devrait s'accélérer dans les deux provinces les plus occidentales, grâce à l'activité dans le cadre des grands projets.
- On s'attend à une modération généralisée de la croissance de l'emploi — dans la foulée du regain de l'an dernier dans la création d'emplois —, ce qui est un facteur essentiel dans nos projections sur le ralentissement des gains économiques.
- Les facteurs liés au commerce, dont l'incertitude des politiques mondiales, les tensions diplomatiques sino-canadiennes et le ralentissement de l'économie américaine en 2020, contribuent aussi à des perspectives provinciales plus modestes.
- La flambée démographique inattendue de l'an dernier devrait essentiellement perdurer en 2020; on s'attend à certains changements dans les courants interprovinciaux.
- Au T4 de 2019, le rebond des ventes de logements et les gains de prix donnent lieu à de solides acquis et laissent entrevoir des perspectives plus vigoureuses en 2020, même si des écarts subsistent dans l'équilibre entre l'offre et la demande dans les régions.
- Dans le transport par oléoduc, les difficultés perdurent.
- Les projections sur l'équilibre budgétaire se sont essentiellement améliorées depuis notre dernier compte rendu; or, les différentes provinces adoptent des approches distinctes dans leur politique budgétaire pour contrer le ralentissement de la croissance et la montée de l'incertitude.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
416.866.4733
Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Synthèse des prévisions des provinces



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Institut de la statistique du Québec.

INDICE

Faits saillants	1
Terre-Neuve-et-Labrador	2
Île-du-Prince-Édouard	3
Nouvelle-Écosse	4
Nouveau-Brunswick	5
Québec	6
Ontario	7
Manitoba	8
Saskatchewan	9
Alberta	10
Colombie-Britannique	11
Tableau des prévisions provinciales : synthèse	12

Terre-Neuve-et-Labrador

LE ROCHER EN DIFFICULTÉ

Depuis longtemps tributaire des aléas des grands projets, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador devrait connaître cette année une croissance encore supérieure à la tendance avant de se ralentir en 2021. Dans le prolongement de West White Rose et dans la mine souterraine de Voisey's Bay, les travaux de construction devraient battre leur plein en 2020. On mène aussi, à l'heure actuelle, des projets plus modestes dans le secteur de l'aquaculture — créneau qui se développe pour cette province. Nous supposons que l'an prochain, les dépenses consacrées aux infrastructures seront plus modestes, sans toutefois tenir compte du projet pétrolier en eau profonde de Bay du Nord ou de la modernisation, au coût de 500 millions de dollars, de la raffinerie de Come By Chance, qui offrent tous deux un potentiel de hausse.

Le rehaussement de la production pétrolière devrait donner lieu à de solides gains dans les exportations sur tout l'horizon prévisionnel. La production générée dans le gisement pétrolier Hebron — qui a augmenté de près de 90 % sur un an depuis le début de l'année en novembre l'an dernier — devrait continuer de s'accélérer alors que la production du projet White Rose et de la plateforme Hibernia rebondira après s'être ralentie plus que prévu en 2019. Ces gains devraient effacer le choc de la fermeture temporaire du gisement Terra Nova prévue pour 2020.

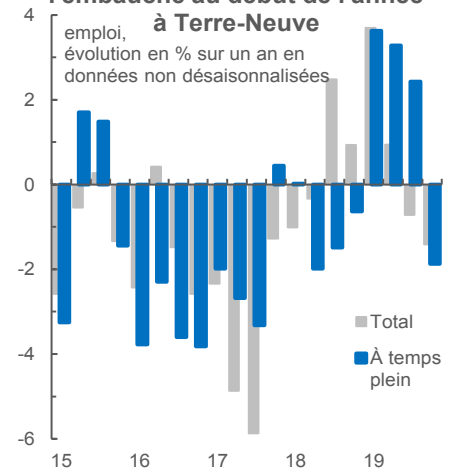
La croissance au ralenti prévue cette année sur le Rocher s'explique essentiellement parce qu'on s'attend à des dépenses de consommation plus discrètes. Il semble que désormais le pic de l'embauche lié aux projets — qui a porté la création d'emplois à temps plein de plus de 3 % sur un an dans les deux premiers trimestres de 2019 — appartient à l'histoire (graphique). Le poids qui a ensuite pesé sur la croissance de l'emploi devrait perdurer cette année avant que l'embauche se stabilise en 2021. La léthargie que produira ce ralentissement sur la croissance de l'emploi devrait peser sur la construction résidentielle et sur les ventes de logements à la fois; ces deux secteurs fléchissent sous le poids des logements inoccupés qui se sont multipliés depuis la dernière correction des prix des produits de base.

La démographie est toujours le défi à relever par cette province. Les exflux considérables de résidents qui migrent dans d'autres provinces — ce qui devrait s'accroître si les grands projets s'essouffent — enrayeront probablement la croissance de la population active à terme. Dans le même temps, le vieillissement fulgurant de la population fait monter les coûts des soins de santé : le gouvernement mène des réformes structurelles et d'ambitieux plans d'austérité des dépenses afin d'équilibrer durablement son budget d'ici l'EF 2023. Sur cette toile de fond, le gouvernement provincial est aux prises avec un lourd fardeau budgétaire, qui pourrait être aggravé par les coûts liés à l'achèvement prochain du projet hydroélectrique de Muskrat Falls.

Perspectives économiques				
évolution annuelle en %, sauf indication contraire				
	18	19e	20p	21p
PIB réel	-3,5	2,1	1,1	0,5
PIB nominal	1,7	3,6	3,0	3,0
Emplois	0,5	0,6	-0,1	0,0
Taux de chômage en %	13,8	11,9	12,0	11,8
Mises en chantier de logements en milliers	1,1	0,9	1,2	1,1

Situation budgétaire			
% du PIB nominal*			
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire**	-1,6	-2,7	-2,2
Dette nette	45,8	40,0	---

Ralentissement de la croissance de l'embauche au début de l'année



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Solde budgétaire de l'EF 2020 net des recettes ponctuelles apporté par l'Accord Atlantique. ***Projections indisponibles. Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador.

Île-du-Prince-Édouard

À PLEIN RÉGIME

L'amélioration des finances publiques et les nouveaux plans de dépenses sous-tendent les révisions à la hausse de nos projections de croissance pour l'Île-du-Prince-Édouard en 2020-2021. L'excédent du gouvernement provincial à la fin de l'EF 2019 a dépassé de 43 millions de dollars (0,6 % du PIB) la feuille de route budgétaire précédente. Grâce à une meilleure marge de manœuvre dans ses dépenses et à l'allègement de sa dette, cette province entend rehausser ses dépenses d'infrastructure dans la période comprise entre l'EF 2020 et l'EF 2025 dans son budget d'immobilisations — pour les porter au-delà des hausses déjà considérables annoncées en 2018. On s'attend donc à un ralentissement plus modeste pour 2020-2021 : les dépenses publiques devraient se réduire de moins de 10 % par rapport à leur pic de l'EF 2020 d'ici l'EF 2022, alors qu'on s'attendait à ce qu'elles se contractent de 31 % dans cette période.

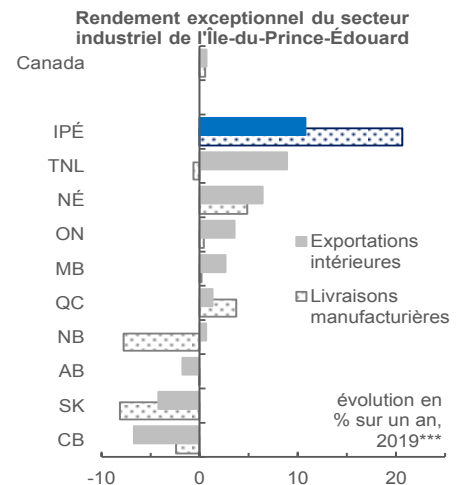
Les forts gains de population, surtout grâce à l'immigration, devraient s'accélérer. Le nombre de nouveaux arrivants devrait continuer d'augmenter cette année et l'an prochain grâce au relèvement des cibles d'Ottawa et au coup de pouce supplémentaire apporté par le Projet pilote d'immigration au Canada Atlantique. Grâce à trois baisses successives de l'âge médian, l'Île-du-Prince-Édouard est la seule province de l'Atlantique à même de générer, en 2020-2021, une croissance naturelle de sa population et vient d'enchaîner trois trimestres consécutifs de migration interprovinciale nette positive.

Nous continuons d'entrevoir, dans cette province, une forte activité d'investissement. L'agrandissement du parc éolien prévu cette année sous-tend ce point de vue. L'optimisme parmi les entreprises de l'île suit une tendance à la hausse et est généralement supérieur à celui qui règne parmi les entreprises présentes ailleurs au Canada, ce qui augure bien pour les dépenses en immobilisations à court terme. Dans le secteur de la construction, les pénuries de compétence pourraient peser sur la construction de bâtiments neufs puisque les insulaires sont aux prises avec les tensions de l'abordabilité des logements en raison des déficits de l'offre. Or, la construction de logements frôlera probablement des records dans les prochaines années, grâce à la revalorisation des prix des logements et aux mesures d'incitation du gouvernement provincial.

Les perspectives commerciales de l'Île-du-Prince-Édouard sont elles aussi favorables. L'an dernier, le secteur du commerce externe de l'île a su résister au choc des tensions commerciales qui ont affligé les pays industrialisés partout dans le monde : l'île a mené les provinces du point de vue de la croissance de ses exportations et de ses livraisons manufacturières intérieures, qui se sont accélérées par rapport à 2018 (graphique). Cette résilience s'explique entre autres par l'envergure du socle industriel de l'île et par la diversification de ses exportations géographiques, ce qui augure bien, dans un cas comme dans l'autre, pour le secteur du commerce externe malgré l'incertitude de la conjoncture. Les constructeurs aéronautiques devraient être épargnés par les sanctions tarifaires américaines, puisque ce secteur se consacre surtout à la maintenance et à la réparation dans l'Île-du-Prince-Édouard et qu'il peut compter sur le nouveau coup de pouce de l'accroissement de la capacité de ses installations dans les derniers mois, dans des domaines comme les produits pharmaceutiques et métallurgiques.

Perspectives économiques évolution annuelle en %, sauf indication contraire				
	18	19e	20p	21p
PIB réel	2,6	2,7	2,0	2,0
PIB nominal	4,2	4,6	3,9	4,0
Emplois	3,0	2,7	0,8	0,6
Taux de chômage en %	9,4	8,8	8,8	9,0
Mises en chantier de logements en milliers	1,1	1,3	1,2	1,0

Situation budgétaire % du PIB nominal*			
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	0,8	0,0	0,1
Dette nette	30,7	30,3	--**



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles. ***De janvier à octobre pour les livraisons et de janvier à novembre pour les exportations. Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de l'Île-du-Prince-Édouard.

Nouvelle-Écosse

LES GAINS DÉMOGRAPHIQUES SONT RENFORCÉS PAR L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

On s'attend à une nouvelle croissance démographique supérieure à la tendance, ce qui conforte nos prévisions pour des gains stables, mais plus modestes du PIB réel dans les deux prochaines années. L'an dernier, la hausse de 1,2 % de la population — la plus forte depuis 1972 (graphique) — s'explique essentiellement par l'influx de nouveaux arrivants et d'étudiants internationaux. Grâce à la vigoureuse création d'emplois, cette hausse a dynamisé les dépenses de consommation, comme en témoigne l'accélération des ventes au détail. Le relèvement des cibles d'immigration d'Ottawa et le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique devraient continuer d'attirer de nouveaux travailleurs. Toutefois, les influx de résidents venus d'autres régions se ralentiront probablement avec la poussée de croissance de l'Alberta, et l'embauche est appelée à se ralentir et à adopter un rythme plus durable.

L'amélioration de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du logement d'Halifax et les pressions qui font monter les prix sont les corollaires des récents gains démographiques. Nous nous attendons à ce que la valorisation des logements soit enrayée par la modération des gains démographiques et à ce qu'il y ait plus de logements sur le marché en raison du regain de l'an dernier dans la construction.

En outre, la stabilité des perspectives d'investissement viendra probablement conforter la vigueur de l'économie intérieure. Les dépenses d'infrastructure du secteur public dans les établissements de soins de santé, les grandes entreprises d'hydroélectricité et les différentes initiatives dans le domaine des transports devraient s'accélérer. Dans le même temps, la mise hors service de chantiers de gaz naturel, la construction navale et l'agrandissement d'un aéroport se poursuivront dans la prochaine année et au-delà. L'usine de GNL projetée de Goldboro, qui coûtera 10 milliards de dollars, offre de nouvelles perspectives de hausse; on s'attend à ce que la décision d'investissement finale soit prise cette année.

Dans le commerce externe, les perspectives sont plus contrastées. Les exportations de homards nominales à destination de la Chine, qui ont monté de près de 90 % sur un an depuis le début de l'année en date d'octobre 2019, devraient continuer de progresser puisque les tiraillements dans les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis favorisent les importations chinoises de produits de la mer depuis des pays distincts des États-Unis. De même, cette querelle a favorisé les livraisons externes de pneus de caoutchouc — qui constituent un autre produit de base des exportations. Toutefois, les tensions diplomatiques sino-canadiennes comportent des perspectives de baisse évidentes pour le commerce et le tourisme de la Nouvelle-Écosse. De même, la fermeture de l'usine de papier du havre Boat pourrait peser sur les exportations et l'emploi dans le secteur forestier.

Si les perspectives de baisse se matérialisent, la Nouvelle-Écosse pourrait compter sur la vigueur de ses finances publiques. Puisque des excédents sont comptabilisés pour l'avenir prévisible et que le fardeau de sa dette s'amointrit, le gouvernement provincial garde intacte sa proverbiale marge de manœuvre budgétaire.

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

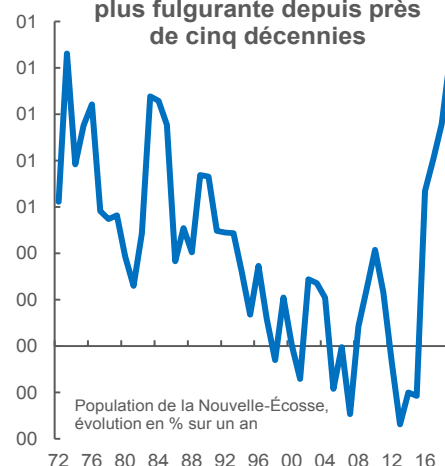
	18	19e	20p	21p
PIB réel	1,5	1,7	1,3	1,3
PIB nominal	3,3	3,4	3,2	3,1
Emplois	1,5	2,2	0,3	0,1
Taux de chômage en %	7,6	7,2	7,2	7,3
Mises en chantier de logements en milliers	4,8	4,7	4,3	4,2

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	0,3	0,1	0,1
Dette nette	34,0	33,5	--**

Croissance démographique la plus fulgurante depuis près de cinq décennies



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse.

Nouveau-Brunswick

AMÉLIORATION DE LA CROISSANCE EN 2020, DANS UNE CONJONCTURE TOUJOURS AUSSI DIFFICILE

Nos projections pour un relèvement de la croissance économique du Nouveau-Brunswick cette année et l'an prochain s'expliquent essentiellement par l'élimination de facteurs qui ont fait obstacle à l'expansion de cette province en 2019. Le Nouveau-Brunswick a essentiellement atteint ses objectifs de consolidation budgétaire l'an dernier, et les dépenses d'infrastructures du secteur public devraient, selon les estimations, avoir baissé d'environ 25 % dans l'EF 2019. Ce poids s'allègera puisque dans l'EF 2020, les dépenses planifiées se situent essentiellement au même niveau que celles de l'EF 2019, même si la rigueur des dépenses continuera de représenter l'un des principaux volets de la politique budgétaire à terme. En outre, la fermeture de la raffinerie de Saint John ne pèsera plus sur la production ou les exportations du secteur manufacturier. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour le commerce, puisque le ralentissement de la croissance américaine devrait ralentir les livraisons externes de cette province.

Si ces vents contraires sont appelés à se calmer, les perspectives d'investissement du Nouveau-Brunswick sont plus déprimées. Des projets de moindre envergure — comme l'agrandissement du port de Saint John et les projets liés aux plans pluriannuels de modernisation des infrastructures de 200 millions de dollars dans une entreprise d'aquaculture locale — vont bon train, même s'il n'y a pas de grands projets nouveaux qui attendent dans les cartons. En outre, la modernisation des installations de cannabis qui a étayé la croissance en 2019 est terminée, et les pressions sur les coûts attribuables essentiellement aux hausses des tarifs d'électricité pourraient décourager les nouveaux investissements.

La fébrilité du marché du logement du Nouveau-Brunswick — qui a été une bonne nouvelle en 2019 — devrait se modérer à court terme. Les ventes de logements avaient, en date de novembre 2019, gagné 13,1 % sur un an depuis le début de l'année — ce qui est supérieur à toutes les autres provinces (graphique) et ce qui représente le gain annuel le plus important depuis la période qui a précédé la crise financière — et les 3 000 logements mis en chantier ont représenté le meilleur résultat depuis 2012. Nous nous attendons à ce que dans l'ensemble, il se crée des emplois plus durables en 2020-2021. Cette prévision tient compte du ralentissement de la croissance de la population active par rapport au vieillissement démographique ainsi que de l'émigration plus forte avec la reprise en Alberta et du choc des pénuries de main-d'œuvre et de la fermeture d'une scierie.

Toujours est-il que les perspectives timides de cette province continuent d'être rehaussées par le relèvement de l'immigration. Le nombre de nouveaux arrivants a donné lieu à des gains de population sur un an de 0,9 % dans les trois mois qui ont précédé octobre 2019 — soit la plus forte hausse trimestrielle depuis 1983 — ce qui, de concert avec l'amélioration des taux de fidélisation, constitue la pierre angulaire de la feuille de route de cette province pour sa croissance à plus long terme. Les cibles dont ce plan fait état sont ambitieuses; toutefois, dans la mesure où elles encouragent d'autres gains démographiques et l'intégration des immigrants sur le marché du travail, elles devraient tempérer les incidences défavorables des difficultés démographiques et l'incertitude des perspectives d'investissement.

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

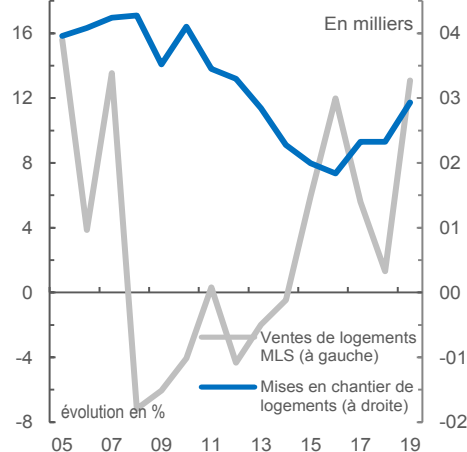
	18	19e	20p	21p
PIB réel	0,8	0,6	0,7	0,7
PIB nominal	3,2	2,2	2,3	2,1
Emplois	0,3	0,8	0,2	0,2
Taux de chômage en %	8,0	8,0	8,0	7,9
Mises en chantier de logements en milliers	2,3	2,9	2,4	2,4

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	0,2	0,2	0,1
Dette nette	37,5	36,3	--**

Croissance du marché du logement du Nouveau-Brunswick en 2019



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances du Nouveau-Brunswick.

Québec

UNE CROISSANCE FULGURANTE APPELÉE À SE RALENTIR

La *belle province* est toujours en train de connaître une prodigieuse séquence de progrès — grâce à une croissance de presque 8 % sur trois ans à la fin de 2019, du jamais vu depuis 2000-2002 — et nous entrevoyons un ralentissement, même si les gains resteront solides cette année et l'an prochain.

La séquence de hausses de l'investissement des entreprises depuis plusieurs années est l'un des grands facteurs qui expliquent les gains récents; à terme, nous nous attendons à ce que les dépenses en immobilisations du secteur privé se ralentissent et adoptent un rythme plus durable. Après avoir atteint, en 2016, des creux depuis 14 ans, les dépenses réelles en matériel et en biens d'équipement ont progressé de près de 25 %. Il semble que dans ce regain initial, les dépenses aient réagi aux pressions de capacité qui s'étaient amoindries; or, les mesures fiscales du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial ont relancé les dépenses de machines et de biens d'équipement depuis le T4 de 2018. Nous nous attendons à ce que ces dépenses se modèrent à mesure que les incidences fiscales se dissipent, mais à ce qu'elles continuent d'être portées par la grande confiance des entreprises et les projets soutenus de transport en commun et d'exploitation minière.

La croissance démographique supérieure à la tendance est une autre raison qui explique le vigoureux essor du Québec; de ce point de vue, nous sommes d'un optimisme prudent à propos des autres gains à court terme. Le taux de chômage faible et les solides gains de salaires récents devraient attirer les travailleurs des autres provinces et endiguer les exflux de travailleurs par rapport aux normes statistiques. Sur fond de pénuries de main-d'œuvre et de réduction des cibles de l'immigration du Québec, les entreprises fidélisent les travailleurs étrangers temporaires, ce qui accroît le nombre de résidents non permanents en chiffres nets avec l'attraction des étudiants internationaux.

De surcroît, les finances des ménages du Québec sont saines. À 9,1 %, le taux d'épargne des ménages au T3 de 2019 a été à son plus haut depuis 1995 et a nettement dépassé la moyenne nationale, de même que celle de l'Ontario et de l'Ouest canadien (graphique). Les niveaux relativement faibles d'endettement des ménages du Québec laissent entendre que les consommateurs de cette province sont mieux en mesure de se prémunir contre les chocs économiques négatifs. Grâce à des bilans assainis, l'allégement fiscal et la politique monétaire plus conciliante du gouvernement de cette province devraient étayer les dépenses des ménages.

Les pressions qui s'exercent sur les prix des logements sont les conséquences naturelles de la croissance économique de cette province. Pour l'essentiel de 2019, Montréal a été le marché immobilier local le plus à l'équilibre au Canada : son ratio des ventes par rapport aux nouvelles inscriptions a atteint un nouveau sommet absolu vers la fin de l'année et les prix n'avaient pas atteint ces rythmes de progression depuis le début des années 2000. Nous nous attendons à ce que les ventes et les prix se ralentissent cette année et l'an prochain, du fait de l'essor projeté du Québec.

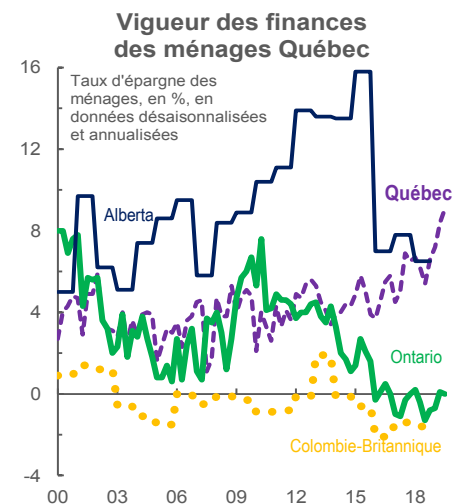
La vigueur des dépenses provinciales est une autre conséquence de la récente séquence haussière. Le Québec a dégagé, dans l'EF 2019, un fort excédent de 8,3 milliards de dollars — ce qui est, de loin, le plus important dans les annales du Québec — et la dette nette a fléchi pour s'établir à moins de 40 % du PIB pour la première fois depuis l'EF 2006. Il ne fait aucun doute que dans certains cas, ces résultats sont cycliques plutôt que structurels. Or, dans son Énoncé économique de l'automne 2019, le Québec a aussi annoncé des mesures qui fortifieront la participation des femmes à la population active et qui dynamiseront les infrastructures provinciales, ce qui devrait étayer la croissance économique à plus long terme.

L'affaiblissement des perspectives du commerce extérieur est le principal facteur qui devrait limiter la croissance du Québec en 2020-2021.

Le fléchissement de la croissance mondiale a nui aux exportations en 2019 et devrait continuer d'endiguer les achats étrangers dans le secteur industriel de la province. Le ralentissement prononcé des prévisions de croissance économique des États-Unis cette année devrait également peser lourdement sur le Québec, dont les exportations sont surtout destinées à nos voisins du Sud.

Perspectives économiques				
évolution annuelle en %, sauf indication contraire				
	18	19e	20p	21p
PIB réel	2,5	2,5	1,8	1,7
PIB nominal	4,8	4,1	3,5	3,6
Emplois	0,9	1,8	0,9	0,8
Taux de chômage en %	5,5	5,1	5,2	5,3
Mises en chantier de logements en milliers	47	48	46	44

Situation budgétaire			
% du PIB nominal*			
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire**	1,1	0,3	0,0
Dette nette	39,5	37,9	36,8



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Après les dépôts dans le Fonds des générations.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances du Québec.

Ontario

RISQUES COMMERCIAUX CHRONIQUES ET REGAIN DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Nos prévisions pour l'Ontario n'ont essentiellement pas bougé par rapport à notre compte rendu d'octobre 2019 : la croissance devrait rester de l'ordre de 1,5 %-1,75 % dans les deux prochaines années.

Le rythme de croissance démographique reste une bonne nouvelle et devrait continuer de rehausser la croissance grâce à un plus vaste bassin de main-d'œuvre provincial, surtout à Toronto et dans les environs. La population de l'Ontario a gagné 1,7 % sur un an ou plus dans chacun des sept trimestres qui ont précédé le 1^{er} octobre 2019 — ce qui représente la plus forte hausse depuis 2001-2002 —, portée par l'immigration et fortifiée par les étudiants internationaux reçus au Canada. Or, la migration interprovinciale se ralentit : l'influx net de moins de 8 000 personnes dans les quatre trimestres qui ont précédé le 1^{er} juillet 2019 a été le plus faible depuis 2016.

Les marchés du travail se sont eux aussi bien comportés, mais devraient soutenir dans une moindre mesure la croissance de cette province. L'an dernier, le rythme de création d'emplois — 2,9 % pour l'embauche totale et 2,7 % pour les postes à temps plein — a été le meilleur depuis 2003 (graphique). Or, les ménages ont dans l'ensemble ralenti le rythme de leurs dépenses, notamment en raison de leur endettement élevé, puisqu'ils ont consacré leurs revenus à leurs charges d'intérêts, plutôt qu'à l'achat de nouveaux biens et services. C'est ce qui explique le taux d'épargne des ménages de l'Ontario, qui a été proche de 0 % au T3 de 2019. Dans ce contexte, la création d'emplois plus durables en 2020-2021 devrait avoir pour effet de ralentir, dans une certaine mesure, les dépenses de consommation.

Par contre, l'activité sur le marché du logement devrait relancer la croissance en 2020 plus fortement que ce que nous avons prévu auparavant : la vigueur du T4 de 2019 devrait apporter à 2020 un acquis supérieur aux prévisions. À Toronto, les ventes de logements ont progressé dans huit des neuf derniers mois, les prix n'ont pas augmenté aussi rapidement depuis 2017, et la conjoncture de l'offre et de la demande est sur le point de basculer en territoire de marché favorable aux vendeurs. D'autres villes ontariennes sont elles aussi témoins de la tension du marché et des pressions qui pèsent sur les prix. Sur fond de gains démographiques vigoureux et de la création d'emplois stables, même si elle se ralentit, nous préconisons toujours un relèvement de l'offre de logements pour résoudre les problèmes d'abordabilité des prix.

Sur la scène mondiale, la forte incertitude qui pèse sur les politiques commerciales — ce qui a pour effet de ralentir l'activité industrielle mondiale — continue de représenter un risque de baisse considérable pour l'Ontario. Cette incertitude a pesé, l'an dernier, sur l'humeur des entreprises et devrait continuer de le faire jusqu'à ce que les tensions dans le commerce sino-américain se calment; la signature récente de l'AÉUMC est une bonne nouvelle, qui était toutefois largement attendue et qui ne modifie pas substantiellement le paysage. Toutefois, nous continuons de nous attendre à ce qu'une série de grands projets de construction dans toute la province vienne assoir l'investissement et masquer les répercussions de la fermeture des usines de construction automobile à Oshawa à la fin de 2019. Les exportations de l'Ontario ont assez bien résisté à ces répercussions en 2019; or, le ralentissement de la croissance américaine cette année aura probablement pour effet de ralentir l'activité du commerce externe.

En novembre 2019, le gouvernement de l'Ontario a annoncé, dans ses *Perspectives économiques et revue financière*, un plan budgétaire actualisé qui est graduellement plus favorable à la croissance que le plan directeur précédent. Les mesures fiscales étaient modestes; or, les dépenses des programmes devraient, selon les prévisions, augmenter à une moyenne de 1,6 % par an durant la période comprise entre l'EF 2020 et l'EF 2022 au lieu de la hausse moyenne annuelle de 0,8 % comptabilisée au moment du budget. Or, même si la consolidation est de mise à l'heure actuelle, il sera difficile de préserver les niveaux de service actuels. Les gains de population et d'inflation prévus sur l'horizon prévisionnel laissent entrevoir des baisses de dépenses réelles dans les prochaines années.

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

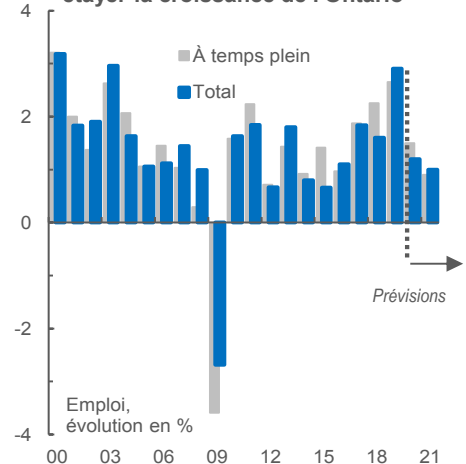
	18	19e	20p	21p
PIB réel	2,2	1,7	1,5	1,8
PIB nominal	3,7	3,3	3,2	4,0
Emplois	1,6	2,9	1,2	1,0
Taux de chômage en %	5,6	5,6	5,7	5,7
Mises en chantier de logements en milliers	79	69	75	77

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	-0,9	-1,0	-0,7
Dette nette	39,5	40,0	40,8

La création d'emplois devrait moins étayer la croissance de l'Ontario



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de l'Ontario.

Manitoba

BAISSE DE RÉGIME

Le profil de croissance plus timorée tracé pour le Manitoba cette année s'explique par l'achèvement de la centrale de Keeyask au coût de 8,7 milliards de dollars. L'activité de construction de cette centrale, qui a été vigoureuse en 2019, a considérablement relancé l'essor de cette province.

Les perspectives des dépenses en immobilisations du secteur privé sont par ailleurs d'assez bon augure. À Portage la Prairie, deux installations de transformation alimentaire — dont les coûts de construction sont estimés à plus de 400 millions de dollars dans chaque cas — devraient compenser la fin des travaux de la centrale de Keeyask cette année. Le projet de transport d'électricité Manitoba-Minnesota, au coût de 453 millions de dollars, devrait lui aussi étayer la croissance, de concert avec les travaux consacrés à des complexes commerciaux et résidentiels à Winnipeg. Dans l'ensemble, l'activité d'investissement devrait se stabiliser au-delà de la fin de cette année et contribuer à un relèvement de la croissance en 2021.

Les tensions commerciales sont de très mauvais augure pour le commerce externe du Manitoba. L'embargo commercial de la Chine fait souffler des vents contraires sur les exportations agricoles de produits de base comme le canola, le porc et le bœuf. Les entreprises aéronautiques et les constructeurs d'autobus manitobains ont récemment fait les grands titres des actualités en remportant de nouveaux contrats; or, les gains sectoriels liés à leurs activités devraient être amoindris par le ralentissement de la croissance mondiale en raison de l'incertitude qui pèse sur les politiques commerciales et de la fin récemment annoncée de la production de Boeing. Il n'empêche qu'en raison des activités directes et indirectes de Boeing, qui apportent environ 1 % à l'économie manitobaine, l'impact de la fin de la production devrait être discret, à la condition que la production soit relancée, comme prévu, au début de 2020. Dans le même temps, la prorogation jusqu'en 2022 de la durée utile d'une grande mine de Flin Flon est une bonne nouvelle pour la production et les exportations minières à moyen terme, même si l'industrie sera aux prises avec des difficultés au-delà de 2022.

Le ralentissement de la croissance démographique du Manitoba contraste toujours avec les gains supérieurs à la tendance constatés dans la plupart des provinces. Dans les quatre trimestres qui ont précédé le 1^{er} juillet 2019, les exflux de résidents qui se sont installés dans d'autres régions n'avaient pas dépassé autant les influx depuis 1990 (graphique). Il est improbable que ce poids s'allège considérablement, puisque la croissance et les grands projets devraient se ralentir. L'immigration a été d'un certain secours au S2 de 2019; toutefois, la part du Manitoba dans le nombre de nouveaux arrivants à l'échelle nationale accuse généralement une baisse depuis 2015, et il se pourrait qu'il soit plus difficile de contrer cette tendance si l'expansion projetée pour le centre du Canada et l'Alberta se matérialise.

Les efforts de consolidation dominent la politique budgétaire à court terme. On s'attend à ce que le gouvernement fasse preuve de rigueur dans ses dépenses de fonctionnement afin d'équilibrer le budget d'ici l'EF 2023, et récemment, le gouvernement provincial a annoncé qu'il réduirait, durant cet exercice financier, ses dépenses d'infrastructures. En outre, les initiatives soutenues de transformation du secteur public pourraient ralentir l'embauche dans la fonction publique — à laquelle on doit une grande partie du bond de la création d'emplois à temps plein au début de 2019 — même si un nouveau cycle de mesures d'allègement fiscal du gouvernement provincial doit favoriser les dépenses des ménages à court terme.

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

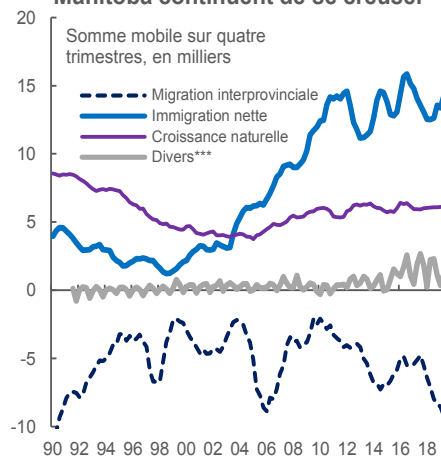
	18	19e	20p	21p
PIB réel	1,3	1,3	1,1	1,4
PIB nominal	2,2	3,0	3,0	3,2
Emplois	0,6	0,9	0,6	0,6
Taux de chômage en %	6,0	5,3	5,4	5,5
Mises en chantier de logements en milliers	7,4	7,0	6,0	5,9

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	-0,2	-0,5	-0,3
Dette nette	34,4	34,5	--**

Les exflux interprovinciaux du Manitoba continuent de se creuser



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles. ***Dont les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants internationaux.
Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances du Manitoba.

Saskatchewan

LES VENTS CONTRAIRES SE DÉCHAÎNENT SUR LE COMMERCE ET SUR L'INVESTISSEMENT

Les perspectives économiques à court terme de la Saskatchewan sont toujours dominées par une conjoncture dans laquelle l'investissement est généralement anémique, surtout dans le secteur pétrogazier. L'an dernier, on a annoncé des plans pluriannuels pour la réduction des dépenses d'infrastructures consacrées aux projets pétroliers à vapeur — qui s'expliquent essentiellement par les déficits dans la capacité du transport par oléoduc. Et puisqu'il faudra encore attendre au moins plusieurs années avant que le marché pétrolier de l'Ouest canadien atteigne un équilibre durable entre l'offre et la demande, il est improbable que les investisseurs aient à nouveau le goût d'investir cette année.

Hormis l'industrie pétrogazière, l'activité d'investissement devrait aussi continuer de rester discrète. Les travaux relatifs à la centrale électrique de Chinook au coût de 680 millions de dollars et le projet de la voie de contournement de Regina ont pris fin l'an dernier et ne porteront donc plus la croissance de cette province en 2020. Les plans d'agrandissement de la société de services publics provinciale, le complexe résidentiel et commercial de Saskatoon au coût de 300 millions de dollars et le poids allégé des dépenses d'infrastructure devraient compenser en partie ces effets.

Le pronostic commercial de la province est lui aussi timoré. La Saskatchewan est particulièrement vulnérable à la politique chinoise protectionniste, compte tenu de ses liens commerciaux avec ce pays et de ses exportations surtout agricoles. Les interdictions temporaires de la Chine d'importer la potasse pourraient aussi masquer les bienfaits du relèvement de la production. La production et les livraisons minières devraient continuer d'être amoindries dans la première année complète de la fin de la production de la mine d'uranium de la rivière McArthur. Et même si les États-Unis n'imposent pas leurs sanctions tarifaires sur les métaux, les droits de douane de 12,5 %, qui sont toujours en vigueur pour la tuyauterie soudée de grand diamètre, sont une mauvaise nouvelle pour l'une des industries de créneau de cette province.

Pour les consommateurs, les perspectives sont plus réjouissantes. Après une reprise prolongée dans la foulée du dernier repli des cours des produits de base, l'emploi à temps plein a augmenté de 1,5 % l'an dernier — pour inscrire son meilleur gain depuis 2013 —; or, les ventes au détail ont été ralenties par les achats toujours aussi léthargiques des véhicules automobiles. Dans l'ensemble, l'embauche soutenue, mais plus modérée en 2020-2021 devrait finalement amener les ménages à délier les cordons de leur bourse.

Sur les marchés du travail, le raffermissement modéré du quasi-plein-emploi devrait donner lieu à certains gains de salaire et à des ventes de logements stables cette année et l'an prochain, ce qui devrait permettre d'absorber une partie du reliquat des logements invendus cumulé depuis 2014-2015; toutefois, il faudra attendre au moins plusieurs années avant que l'offre et la demande atteignent un point d'équilibre durable.

Récemment publié, le *Plan de croissance 2020-2030* trace les contours des projets de développement économique à long terme de la Saskatchewan. La croissance des marchés exportateurs — surtout pour les industries de l'agriculture et les activités manufacturières connexes — a été prépondérante; toutefois, l'objectif cardinal a été la volonté de hausser la population de cette province pour la porter à 1,4 million d'habitants d'ici 2030. Il s'agit d'un objectif louable, compte tenu du ralentissement des gains démographiques de cette province et de l'émigration interprovinciale stable. Or, la cible — qui se chiffre à 1,6 % des gains moyens par an — paraît ambitieuse par rapport à l'évolution statistique de cette province (graphique), d'autant plus que la croissance de la population s'est ralentie pour s'inscrire à moins de 1,0 % sur un an dans chacun des deux derniers trimestres.

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

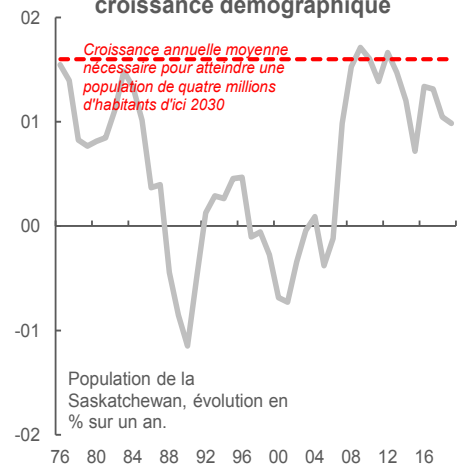
	18	19e	20p	21p
PIB réel	1,3	1,0	1,2	1,6
PIB nominal	1,4	2,6	2,9	4,1
Emplois	0,4	1,8	0,7	0,6
Taux de chômage en %	6,1	5,4	5,4	5,4
Mises en chantier de logements en milliers	3,6	2,4	3,3	3,7

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	-0,3	0,0	0,1
Dette nette	14,7	14,5	--**

Cible ambitieuse pour la croissance démographique



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Saskatchewan.

Alberta

REBOND

Le rebond escompté de la croissance économique de l'Alberta en 2020 s'explique surtout par la levée des contingents de production des pétroles lourds qui pesaient sur la croissance l'an dernier. Au-delà de cette année, nous nous attendons à ce que l'activité d'investissement du secteur de l'énergie, plus vigoureuse, porte l'essentiel des gains de production. Les travaux portant sur le projet de l'oléoduc de la Ligne 3 — s'ils progressent comme escompté — devraient relancer les dépenses en immobilisations du secteur privé dans le secteur pétrolier. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que cette province finisse par effacer d'ici le milieu de 2020 (graphique), la contraction de 7,7 % de sa production réelle en 2015-2016 et à ce qu'elle mène toutes les provinces canadiennes grâce à un rythme de croissance de 2,5 % l'an prochain.

L'activité d'investissement devrait aussi reprendre hors du secteur pétrogazier. Les travaux portant sur les usines pétrochimiques devraient progresser. Les baisses de taux d'imposition des sociétés pourraient encourager certaines dépenses en immobilisations supplémentaires marginales hors du secteur de l'énergie, même si les mesures d'incitation à l'investissement du gouvernement fédéral, qui sont en vigueur depuis la fin de 2018, ne semblent pas avoir fait bouger considérablement la situation de ce point de vue. En outre, une importante société de télécommunications s'est engagée à investir 16 milliards de dollars environ dans les cinq prochaines années afin d'améliorer la rapidité et la capacité du réseau Internet albertain.

Pour les exportations, nous nous attendons à ce que la tendance soit dominée par la hausse constante de la production de pétrole brut qui porte les livraisons pétrolières externes. Devraient aussi mieux étayer la balance commerciale albertaine, les hausses de capacité dans le secteur manufacturier — dont une usine de transformation de la pomme de terre de 430 millions de dollars achevée l'an dernier.

De concert avec la croissance et les grands projets, nous prévoyons une modeste accélération de la création d'emplois et l'élargissement des influx interprovinciaux nets dans les deux prochaines années. Les marchés du travail se rapprochent du quasi-plein-emploi et la croissance démographique dégage des gains plus vigoureux, ce qui devrait donner lieu à un relèvement des dépenses des ménages après la pause des achats dans le commerce au détail et dans l'automobile en 2019. Toutefois, la croissance démographique et la hausse de l'emploi ne devraient pas se dérouler au rythme qu'elles ont connu en 2010-2014, à l'époque où elles avaient progressé respectivement de 2,3 % et de 2,1 %.

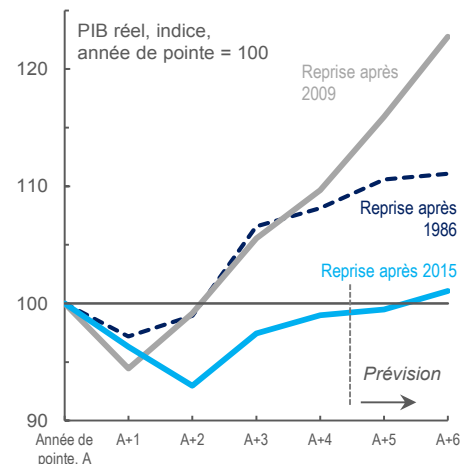
L'amélioration des marchés du travail et la croissance de la population devraient avoir pour effet de hausser les ventes de logements en 2020-2021, en plus d'encourager la construction de logements neufs. Or, comme dans d'autres provinces qui produisent, en chiffres nets, plus de pétrole qu'elles n'en consomment, les grands marchés albertains restent enlisés dans un excédent de logements non absorbés, construits depuis la dernière correction des cours des produits de base, ce qui devrait empêcher cette province d'atteindre un point durable dans l'équilibre entre l'offre et la demande, en plus de nuire à la stabilité des ventes et à la valorisation des prix des logements dans les deux prochaines années.

Comme on s'y attendait généralement, le gouvernement de l'Alberta a publié, dans son budget d'octobre 2019, un plan pour atteindre, d'ici l'EF 2023, un équilibre budgétaire arrimé à l'austérité des dépenses. Malgré la plus forte contraction des dépenses, de 2,3 %, comptabilisées pour l'EF 2021, les projets devraient continuer de connaître, comme nous l'avons évoqué ci-dessus, une croissance assez forte dans l'année civile 2020. À notre avis, le parcours budgétaire tracé est plausible et constitue une bonne nouvelle dans la mesure où il se traduit par des finances publiques durables à plus long terme. Pourtant, la trajectoire à suivre pour revenir en territoire positif sera ponctuée de défis, puisque les rythmes de l'inflation et de la croissance de la population escomptés sur l'horizon prévisionnel donneront en fait lieu à des baisses de dépenses réelles.

Perspectives économiques				
évolution annuelle en %, sauf indication contraire				
	18	19e	20p	21p
PIB réel	1,6	0,5	1,6	2,5
PIB nominal	3,8	2,0	3,3	5,2
Emplois	1,9	0,5	1,0	1,2
Taux de chômage en %	6,6	6,9	7,0	6,9
Mises en chantier de logements en milliers	26	27	30	31

Situation budgétaire			
% du PIB nominal*			
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	-1,9	-2,5	-1,6
Dette nette	8,0	10,4	12,0

Reprise plus généralisée en Alberta



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Conseil du trésor et ministère des Finances de l'Alberta.

Colombie-Britannique

LA VIGUEUR DE L'ÉCONOMIE INTÉRIEURE MASQUE LES DIFFICULTÉS COMMERCIALES

Nous continuons de prévoir que la Colombie-Britannique mènera le tableau de la croissance des provinces en 2020. Cette croissance devrait être arrimée aux travaux consacrés au méga projet de LNG Canada à Kitimat. L'opposition récente au gazoduc Coastal GasLink dans le cadre de ce projet nous amène à supposer que les dépenses en immobilisations seront plus modestes cette année et l'an prochain par rapport à ce que nous avions prévu dans notre dernier compte rendu prévisionnel; on s'attend à ce que l'activité culmine au-delà de 2021. Or, l'activité de construction liée à ce projet devrait toujours s'accélérer considérablement dans les prochaines années. En outre, plusieurs autres installations envisagées à l'heure actuelle dans le nord de la Colombie-Britannique mettent en lumière la conjoncture constructive généralisée en ce qui a trait à l'investissement dans le GNL et offrent un important potentiel de hausse pour cette industrie et cette province.

Hors du secteur du GNL, les perspectives sont elles aussi prometteuses pour les dépenses en immobilisations. Les travaux portant sur le barrage du site C se poursuivent, la réalisation du projet de remplacement du pont Pattullo, au coût de 1,4 milliard de dollars, devrait se dérouler jusqu'en 2023, et l'activité du secteur de la technologie stimule la construction de bâtiments industriels et commerciaux dans toutes les grandes villes de la Colombie-Britannique.

Sur le marché du logement, après plusieurs années de léthargie causée par les politiques, les ventes ont été plus fortes qu'attendu ces derniers mois et permettent de mieux amorcer 2020. À Vancouver, les achats de logements ont gagné presque 90 % après avoir atteint leur plus creux en mars et ont récupéré près des deux tiers de la baisse de 66 % accusée depuis le pic de février 2016. L'achat de logements suit aussi une tendance à la hausse ailleurs dans le Sud de la Colombie-Britannique (graphique). L'équilibre entre l'offre et la demande s'est donc fortifié, ce qui fait monter les prix et ce qui devrait porter la construction de logements à des sommets presque sans précédent malgré les contraintes par rapport aux coûts des matériaux et aux restrictions de zonage.

Pour les dépenses de consommation, nos prévisions se situent au carrefour de nombreuses tendances; dans l'ensemble, nous entrevoyons des gains stables en 2020-2021. L'activité d'investissement devrait permettre à la Colombie-Britannique de prendre la tête des provinces dans la création d'emplois cette année et l'an prochain, et la plus grande vigueur du marché du logement est également une bonne nouvelle pour les dépenses consacrées aux biens durables. En outre, le relèvement des cibles nationales de l'immigration et la notoriété de la Colombie-Britannique en tant que pôle technologique devraient continuer d'étayer la croissance démographique et constituer un socle pour les dépenses de consommation. Ceci dit, le rythme de la croissance de l'emploi devrait se ralentir après avoir inscrit des gains proches de 3 % l'an dernier, et le fort endettement des ménages devrait amener les consommateurs à marquer une pause.

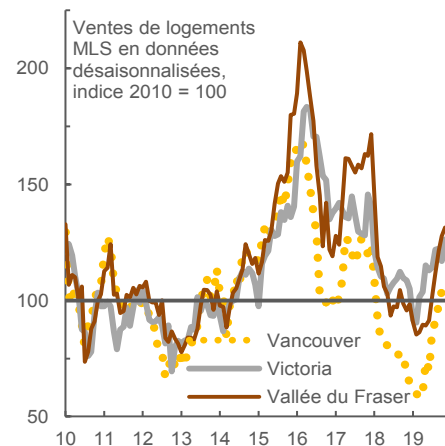
S'il y a un pan de l'économie de la Colombie-Britannique qui affronte des vents contraires, c'est bien celui du commerce externe. La perspective de baisses généralisées et prolongées des importations canadiennes en raison des tensions diplomatiques avec la Chine est un risque pour la Colombie-Britannique, compte tenu de ses liens commerciaux étroits avec ce pays. Les exportations provinciales de bois d'œuvre résineux restent assujetties aux droits de douane américains, et les efforts de reconstitution des concessions forestières dans la foulée de l'infestation du dendroctone du pin ponderosa et des graves incendies forestiers ont eu pour effet de limiter la production des entreprises présentes dans le secteur des produits forestiers.

Si toutefois une baisse devait se matérialiser, le Colombie-Britannique peut compter sur l'un des budgets les plus vigoureux de toutes les administrations provinciales. Dans son *Deuxième rapport trimestriel* pour l'EF 2020, le gouvernement de cette province fait état d'un modeste endettement et prévoit de faire preuve d'une grande circonspection pour corriger les effets inattendus des replis de son économie et pour financer les initiatives prioritaires de ses politiques. Sur ce dernier point, nous nous attendons à ce que le budget de cette année prévoit d'autres mesures pour corriger les problèmes à court terme d'abordabilité des prix du logement, puisque ce marché prend du mieux et que la mutation des dépenses d'infrastructure de l'EF 2020 laisse entrevoir certains retards dans les plans de construction de logements sociaux du gouvernement.

Economic Outlook annual % change except where noted				
	18	19e	20p	21p
PIB réel	2,6	2,1	2,1	2,4
PIB nominal	4,5	4,2	4,4	5,1
Emplois	1,1	2,6	1,3	1,3
Taux de chômage en %	4,7	4,7	4,9	5,0
Mises en chantier de logements en milliers	41	45	37	33

Fiscal Situation % of nominal GDP*			
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	0,5	0,0	0,1
Dette nette	14,3	14,6	15,4

Rebond des ventes de logements dans le Sud de la Colombie-Britannique



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Colombie-Britannique.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2010-18	2,2	0,5	2,0	0,9	0,6	1,7	2,2	2,2	2,5	2,8	2,8
2018	2,0	-3,5	2,6	1,5	0,8	2,5	2,2	1,3	1,3	1,6	2,6
2019e	1,6	2,1	2,7	1,7	0,6	2,5	1,7	1,3	1,0	0,5	2,1
2020p	1,5	1,1	2,0	1,3	0,7	1,8	1,5	1,1	1,2	1,6	2,1
2021p	2,0	0,5	2,0	1,3	0,7	1,7	1,8	1,4	1,6	2,5	2,4
PIB nominal											
2010-18	3,9	3,2	3,9	2,7	2,8	3,7	4,1	4,0	3,3	3,8	4,5
2018	3,9	1,7	4,2	3,3	3,2	4,8	3,7	2,2	1,4	3,8	4,5
2019e	3,2	3,6	4,6	3,4	2,2	4,1	3,3	3,0	2,6	2,0	4,2
2020p	3,3	3,0	3,9	3,2	2,3	3,5	3,2	3,0	2,9	3,3	4,4
2021p	4,2	3,0	4,0	3,1	2,1	3,6	4,0	3,2	4,1	5,2	5,1
Emploi											
2010-18	1,2	0,5	1,2	0,2	-0,2	1,1	1,3	0,8	0,9	1,5	1,4
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019e	2,1	0,6	2,7	2,2	0,8	1,8	2,9	0,9	1,8	0,5	2,6
2020p	0,9	-0,1	0,8	0,3	0,2	0,9	1,2	0,6	0,7	1,0	1,3
2021p	1,0	0,0	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2010-18	7,0	13,3	10,8	8,8	9,3	7,4	7,3	5,5	5,2	6,1	6,4
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019e	5,7	11,9	8,8	7,2	8,0	5,1	5,6	5,3	5,4	6,9	4,7
2020p	5,8	12,0	8,8	7,2	8,0	5,2	5,7	5,4	5,4	7,0	4,9
2021p	5,8	11,8	9,0	7,3	7,9	5,3	5,7	5,5	5,4	6,9	5,0
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2010-18	200	2,4	0,8	4,1	2,7	44	70	6,5	6,4	31	33
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019e	209	0,9	1,3	4,7	2,9	48	69	7,0	2,4	27	45
2020p	205	1,2	1,1	4,3	2,4	46	75	6,0	3,3	30	37
2021p	203	1,1	1,0	4,2	2,4	44	77	5,9	3,7	31	33
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2010-18	1 847	33	7	52	42	439	725	56	54	241	197
2018	1 983	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019e	1 922	31	9	51	40	442	820	57	48	218	207
2020p	1 915	28	8	50	40	430	815	52	49	227	213
2021p	1 915	25	8	50	40	430	815	50	50	232	218
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2019	-14 000	-552	57	120	73	4 803	-7 435	-163	-268	-6 711	1 535
2020p*	-26 600	-944	1	37	88	1 400	-9 023	-350	37	-8 704	148
2021p	-28 100	-796	7	52	33	100	-6 800	-234	49	-5 883	291

* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.